

Procès-verbal Plénière 71
Lundi 24 juin 2024 de 14h – 17h à La Collective

PLATEFORME Présidence et secrétariat général : Aurélie Borghese, Irina Ionita, Dominique Roulin.

Membres : AAFI-AFICS (Odette Foudral), Aide des Français en Suisse (Martina Rawyler, Gaétan Mugny), AOMS (Frances Palen, Jeanne Schmid-Ryan), APAF (Marie-Rose Charvoz), APEGE (Robert Gurny, Robert Pattaroni), Association 360 (Marjorie Horta), Association genevoise des Malentendants (Yves De Matteis), AVIVO (Arnaud Detourbet, Véronique Stofer, Jean-Luc Widler), Caritas Genève (Amélie Billou), EPER Âge et migration (Jessica Francisco), FAAG (Hans Peter Graf, Cyrus Mechkat), Fondation Appuis Aux Aînés (Marina Fasler, Florence Koessler, Angelina Folino), HAGES (Laurent Beausoleil), insieme-Genève (Christian Frey), La Carte Blanche (Corinne Jolivet), La Main Tendue (François Vassali), Le Jardin d'Hedwig (Sabine de Clavière), Les Grands-parents pour le climat-Genève (Jacqueline Lecoca), minds (Giovanna Santangelo), OrTra santé-social Genève (Yanik Marguerat), pharmaGenève (Laure-Zoé Kaestli), Pro Senectute Genève (Chloé Croci, Marianne Dutschler, Céline Rapin, Claudio Testori, Corinne Wehrlì), Uni3 (Gyl Vigneron), VIVA (Maria Diamantoudi).

Observateurs : 1h par m2 (Andréa Kundig), Activités seniors, Hospice Général (Yves Perrot), Carouge, Service des affaires sociales (Pierre Orelli), Chêne-Bougeries, Service des affaires sociales (Claudia Jimenez), CIGEV (Emilie Joly-Burra), Collonge-Bellerive, Service des affaires sociales (Anne Bernhard), Genthod, Service de la cohésion sociale (Nicole Picard), Haute école de santé Genève (Catherine Ludwig), Haute école de travail social Genève (Ulrike Armbruster Elatifi), imad (Alessandra Canuto), Lancy, Service des affaires sociales (Lauriane Martin), Meyrin, Service des aînés (Claire de Burren Massy), palliative genève (Natacha Madaule), Serdaly & Ankers (Neil Ankers), Thônex, Service de la cohésion sociale (Romana Bodenmüller), Vernier, Service de la cohésion sociale (Juliette Fioretta), Ville de Genève, Service social (Stéphane Birchmeier).

Invité·e·s : Camille Bajoux (Fondation pour l'égalité de genre), Geneviève Bordry (Réseau femmes*), Véronique Delley (Secteur prévention et promotion de la santé, DSM), Lea Dettwiler (Réseau femmes*), Emma Dumurgier (Viol Secours & Lestime), Victor Gabriel (Seniors et alors), Jose Antonio Garcia Carrera (expert CHS), Anne-Céline Machet (Fondation pour l'égalité de genre), Mélody Pralong (HES-SO Valais-Wallis).

Excusé·e·s : Antoine Bazin (imad), Janine Berberat (CdA Troinex), Frédéric Billharz (MDA-Activités 50+), Peter Blanchard (FGCAS), Alejandro Bonilla Garcia (Greycells), Bertrand Buchs (Ligue genevoise contre le rhumatisme), Marie Châtelain (Fegems), Florence Chenuaux (RADIX), Sophie Courvoisier (Association Alzheimer Genève), Jacqueline Cramer (Le Jardin d'Hedwig), Vanessa Dahan (Thônex, Service de la cohésion sociale), Anne Davoli (CSP – Bel âge), Catherine Déprés (ABA-CIR), Claude Dupanloup (Association Longue Vie), Florian Erard (Fegems), Pablo Ferreira (Ville de Genève, Service social), Marie-Claude Grassioulet (Les Rendez-vous des 55 et plus Thônex), Evelyne Grillet (Onex, Pôle Seniors), Elma Hadzikadunic (EPER), Claude Howald (Pro Senectute Genève), Dominique Kaufeler Bornet (CSI), Anne Krauser (HUG Service social), Virginie Keller (1h par m2), Edith Kolly (Bellevue, Service social), Albana Krasniqi (UPA), Sylvie Mansiet (Croix-Rouge genevoise), Laurent Mauler (DCS, SeSPA), Stéphanie Metzger (Troinex, Coordination sociale), Sieglinde Panarelli (EMS Résidence Happy Days), Catherine Pechère (ABA-CIR), Véronique Petoud (DCS, SeSPA), Nicole Picard Flumet (Genthod, Service de la cohésion sociale), Valentine Pichon (Satigny, Service social), Georgette Pugin (CdA Troinex), Valerina Ramosaj (Versoix, Service de la cohésion sociale), Andréa Quiroga (Genève Bénévolat), Robert Roth (Uni3), Louisa Sang (RADIX), Denis Schmitt (RPSA), Sarah Widmer (ATE Mobilité Senior).

Ordre du Jour

1. Accueil et adoption du PV de la Plénière 70 du 26 février 2024
2. Informations Plateforme
3. Communications Membres et Observateurs

Vieilles et enfin visibles ?

4. Présentation du projet de La Collective et du Réseau femmes*
Anne-Céline Machet, directrice de La Collective et Geneviève Bordry, présidente du Réseau femmes*
5. « Des trajectoires et des vies à la retraite : interruptions et travail dans les parcours des femmes »
Mélody Pralong, collaboratrice scientifique HES-SO Valais-Wallis
6. Échange avec la salle
7. Conclusion de Dominique Roulin, présidente de la Plateforme

1. Accueil et adoption du PV de la Plénière 70 du 26 février 2024

Dominique Roulin, présidente de la Plateforme, accueille l'assemblée et ouvre la séance. Le PV de la Plénière 70 est adopté avec remerciements à son auteure.

2. Informations Plateforme

Irina Ionita, secrétaire générale, informe les Membres et Observateurs qu'une consultation en ligne sera lancée début juillet. A l'approche des élections communales de 2025, le but est d'articuler avec le réseau seniors une série de recommandations, sur la base du Livre Blanc publié en 2023, à l'intention des futurs exécutifs communaux. Les résultats de la consultation seront présentés et discutés lors de la Plénière du 25 novembre 2024.

3. Communications Membres et Observateurs

Caritas Genève

Caritas Genève a lancé un [programme d'hébergement pour les réfugié·e·s](#) et cherche des personnes prêtes à héberger un·e ou des réfugié·e·s de diverses nationalités pour quelques mois ou davantage.

Grands-parents pour le climat - Genève

Les Grands-parents pour le climat – Genève encouragent le réseau à voter l'[Initiative solaire](#) lancée en juin 2024 par les Vert·e·s.

Viol Secours

L'association Viol Secours organise périodiquement des [stages d'autodéfense « Ge peux »](#) à l'intention des femmes de 55 ans et plus. Un stage est déjà programmé à Cité Seniors le 5 octobre 2024.

Consultation publique

L'Etat de Genève a lancé une [consultation publique](#) de l'avant-projet de loi sur l'égalité et les droits des personnes en situation de handicap, ouverte jusqu'au 20 novembre 2024.

Vieilles et enfin visibles ?

4. Présentation du projet de La Collective et du Réseau femmes*

Geneviève Bordry, présidente du Réseau femmes*¹ et Léa Dettwiler, coordinatrice, présentent le Réseau femmes* (ci-après RF). Anne-Céline Machet, directrice de la Fondation pour l'égalité de genre (ci-après FEG) qui gère La Collective, présente la fondation et le projet du bâtiment (voir Annexe 1).

Suite aux présentations, les intervenantes répondent aux questions de la salle.

Les associations membres du Réseau femmes*

Véronique Stofer (AVIVO) : Quel est le pourcentage de bénévoles et de salarié·e·s dans le RF ?

Geneviève Bordry (ci-après GB) : A leur création, la plupart des associations membres était gérée par des bénévoles ; avec le temps, ces associations se sont professionnalisées. Aujourd'hui, les membres du RF comptabilisent ensemble 85-90 ETP. Il n'y a pas de chiffres sur les bénévoles, certaines utilisent beaucoup de bénévoles, d'autres beaucoup moins ou pas du tout.

Hans Peter Graf (FAAG) : Pourquoi le [CLAFG](#) n'est pas membre du RF ?

GB : En effet, le CLAFG n'est pas membre, mais les réseaux collaborent et sont en complément et en soutien. Chaque association garde sa spécificité et ses prestations.

Odette Foudral (AAFI-AFICS) : Combien d'hommes y a-t-il dans les associations du RF ?

Anne-Céline Machet (ci-après ACM) : L'objectif principal du RF et de La Collective est de visibiliser et de soutenir les femmes et les minorités de genre. Les hommes ne sont pas exclus, cependant la priorité est donnée aux enjeux féminins. Par ailleurs, il y a des activités qui exigent un espace protégé, comme par exemple des groupes de parole de victimes de violence. Dans ces cas, il s'agit d'une « mixité choisie », c'est-à-dire de réunir des personnes appartenant à une ou plusieurs minorités opprimées et discriminées en excluant la participation de personnes appartenant aux groupes pouvant être oppressifs et discriminants.

Fonction du plaidoyer

Robert Pattaroni (APEGE) : Cet automne, le peuple suisse votera sur la [réforme de la prévoyance professionnelle](#) (réforme LPP). Est-ce que cela sera débattu par le RF ou à FEG ? Prendront-elles position sur cet objet ?

GB et ACM : Au RF, le plaidoyer et les actions se focalisent aujourd'hui principalement sur les enjeux qui touchent directement les femmes*. Ce sera le rôle de la FEG de s'emparer de tels sujets et de développer le plaidoyer, qui sera construit avec les associations membres. Mais il est évident que la tâche de plaidoyer n'est pas facile et il faut toujours garder la bonne distance par rapport aux débats politiques.

Dominique Roulin : De son côté, la Plateforme ne prend pas de position politique, mais consulte le réseau lorsqu'elle est sollicitée par le Grand Conseil, en faisant émerger une position commune du terrain.

Yves de Matteis (Association Genevoise des Malentendants, Association 360) : L'article 15 de la [constitution de la République et canton de Genève](#) évoque le principe d'égalité et la lutte contre la discrimination. Cependant, contrairement à la constitution fédérale, la constitution genevoise n'inclut pas la lutte contre la discrimination liée à l'âge ou au sexe. Est-ce une revendication qui sera portée par le RF ?

GB : Pas encore, mais le réseau est en partenariat avec le Bureau de l'égalité et l'Agenda 21. L'Axe plaidoyer de la FEG est en construction.

¹ Le réseau vise à faire valoir les droits des femmes*, des personnes trans, non-binaires et/ou intersexes.

Christian Frey (insieme Genève) : L'association [A la Vista](#) a diffusé récemment un documentaire sur l'inclusion des femmes en situation de handicap (voir [Envolées](#)) ? Est-ce que le RF collabore avec ?

ACM : Des ponts seront créés, car le réseau est concerné par l'intersectionnalité et le cumul de plusieurs formes de discrimination.

Financement de La Collective

Yves de Matteis (Association Genevoise des Malentendants, Association 360) : Qui paie les travaux de rénovation de La Collective ?

ACM : Une fondation privée genevoise paie l'entièreté des travaux.

Fonctionnement de La Collective

Céline Rapin (Pro Senectute Genève) : Dans la présentation de La Collective, il est question de quatre appartements pour femmes seniors. Quels seront les critères pour choisir les futures locataires ?

GB : Les premiers critères sont l'âge (65+) et l'envie de créer un projet commun. Cependant, l'élaboration des critères se fera prochainement et la Plateforme sera sollicitée pour un groupe de travail.

Robert Gurny (APEGE) : Est-ce que La Collective anticipe et réfléchit à la future cohabitation et entente de plusieurs associations ?

GB : Les cinq associations du RF qui vont emménager à La Collective se connaissent et collaborent depuis 20 ans. Il y a une bonne cohésion, mais il faut continuer à y travailler, à la cultiver et à la maintenir.

ACM : La Collective fait un pari, elle mise sur le fait que toutes les associations qui l'intègrent sont ouvertes à la collaboration et à la mutualisation (des espaces, du matériel, mais aussi des systèmes d'informatisation des données). Le défi est de construire des indicateurs communs.

5. « Des trajectoires et des vies à la retraite : interruptions et travail dans les parcours des femmes » Mélody Pralong, collaboratrice scientifique HES-SO Valais-Wallis

Voir Annexe 2.

Un exemple d'intersectionnalité : Femmes seniors issues de la migration

En fin de présentation, Jessica Francisco (EPER) fait une brève intervention sur les enjeux des femmes seniors issues de la migration. Le programme Âge et migration de l'EPER accompagne les personnes de 55+ issues de la migration. Parmi leurs bénéficiaires, trois quarts sont des femmes provenant principalement du Portugal et de l'Amérique Latine. La plupart partage un certain nombre de défis : dépendance financière au conjoint et à son statut de séjour ; statut précaire, pas de travail ; peu de cotisation pour la retraite. Cela brosse un certain type de portraits : des femmes très précaires et isolées (la socialisation se fait généralement par le biais du conjoint), des femmes qui travaillent toute leur vie dans l'ombre du conjoint et qui continuent à devoir travailler après la retraite car la rente n'est pas suffisante.

6. Échange avec la salle

Un échange s'ensuit avec la salle sur la base de la présentation et des expériences du terrain genevois, autour des questions suivantes :

Quelles expériences du terrain font écho à ces observations ?

Y a-t-il d'autres expériences du terrain marquées par les inégalités de genre ?

Y a-t-il des pratiques qui permettent de visibiliser et de lutter contre ces inégalités ? Des propositions d'action ?

Visibiliser et combattre les inégalités de genre

Neil Ankers (Serdaly & Ankers) : Quelles sont les dynamiques favorables pour visibiliser ces enjeux ?

Mélody Pralong (ci-après MP) : Il y a un nombre croissant de recherches qui visibilisent les inégalités de genre, cependant il manque des études qui font la connexion entre les différents âges de la vie. Cela donnerait aussi l'impulsion des politiques publiques correspondantes.

Cyrus Mechkat (FAAG) : Comment contrer la problématique de la « génération sandwich » ? A savoir des adultes d'âge moyen qui s'occupent à la fois de leurs parents vieillissants et de leurs propres enfants, phénomène qui peut toucher toute personne dont les parents et les enfants ont besoin d'aide en même temps ; cependant, il s'agit en majorité de femmes.

MP : D'une part, le travail domestique non rémunéré doit être qualifié en termes de coûts, il doit être chiffré pour avoir une estimation de ce qu'il représente. D'autre part, cela nécessite une restructuration des politiques sociales et notamment des politiques de la vieillesse.

Informé sur les droits sociaux

Véronique Stofer (AVIVO) : Les recommandations sont utiles mais pas suffisantes, il manque un inventaire des actions concrètes à entreprendre pour diminuer ou éradiquer ces inégalités : rendre obligatoire l'adaptation de la LPP, avoir suffisamment de places en crèche, etc.

Jean-Luc Widler (AVIVO) : Encore aujourd'hui, la majorité des gens n'anticipe pas la retraite et prend des décisions hâtives, peu éclairées et qui peuvent avoir des conséquences néfastes sur le bien-être à la vieillesse. Il est important de s'informer sur la retraite, sur les prestations nécessaires et disponibles. Mais on ne sait pas toujours comment et où chercher l'information.

MP : En effet, l'information sur les droits sociaux est aujourd'hui insuffisante. Par exemple, le Valais souhaite pallier à ce manque et est actuellement en discussion pour identifier le niveau pertinent de diffusion de l'information. La commune est probablement l'échelon pertinent.

Violences domestiques : informer ne suffit pas, il faut agir

Juliette Fioretta (Ville de Vernier) : L'information donnée dans la présentation sur le pourcentage plus élevé de non-recours aux prestations chez les femmes est très intéressante. Elle permet au terrain de porter un regard plus vigilant sur cette population. Notamment dans le cas des violences domestiques au grand âge, situation rencontrée sur le terrain mais face à laquelle les professionnel·le·s sont souvent démun·e·s si la victime n'agit pas. Comment venir en aide ? Informer et sensibiliser ne suffit visiblement pas, notamment si les victimes ne se sentent pas légitimes pour faire recours aux aides existantes. Il faut donc trouver des outils concrets pour pouvoir agir.

Former les hommes au travail d'accompagnement

Jose Antonio Garcia Carrera (membre CHS) : Même s'il y a plus de femmes que d'hommes qui sont proches-aidantes, ces derniers se retrouvent aussi de plus en plus à accompagner leur conjointe, leurs proches, notamment à la vieillesse. N'ayant pas forcément été socialisés à l'accompagnement et aux soins à la personne (tâches traditionnellement dévolues aux femmes), il faut qu'ils l'apprennent, qu'ils se forment pour acquérir des savoir-faire.

Se défaire des normes intériorisées

Hans Peter Graf (FAAG) : Comme démontré dans la présentation, il subsiste une intériorisation des normes de genre dans le choix des carrières professionnelles. La même intériorisation se reproduit dans le phénomène de l'âgisme. Il faut déconstruire ces normes, s'en défaire, agir.

La présidente de la Plateforme conclut l'après-midi par une brève synthèse des discussions. Les enjeux de genre présentés tout au long de l'après-midi rejoignent différentes revendications du Livre Blanc de la Plateforme. Le non-recours aux prestations, le manque d'information sur les droits sociaux, l'accès à une information adéquate et centralisée, ce sont des préoccupations fondamentales du réseau seniors. Toutes ces pistes sont à creuser et la Plateforme se réjouit de continuer à tisser des liens avec le Réseau femmes* et La Collective sur tous les enjeux et les défis communs.

Elle remercie chaleureusement les intervenantes pour leurs présentations de grande qualité, le terrain pour sa présence et sa participation, ainsi que La Collective pour son accueil.

Calendrier 2024

- Lu 30 septembre 14h-17h – Plénière 72
- Lu 25 novembre 14h-17h – Plénière 73

Annexes : (1) Présentation Réseau femmes* et Fondation pour l'égalité de genre ; (2) Présentation Mélody Pralong.

IAI / 24.06.2024